

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2004-2005

1^{er} FÉVRIER 2005

Proposition de résolution concernant les femmes, la paix et la sécurité

**TEXTE ADOPTÉ
PAR LA COMMISSION
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

Le Sénat,

A. Considérant que le droit international fournit un cadre général pour la protection des personnes impliquées dans des conflits armés. Le droit humanitaire international et, en particulier, le droit fondé sur les quatre conventions de Genève, revêt une importance cruciale pour ce qui est de la protection des femmes et des petites filles au cours des conflits armés. De même, la réglementation internationale en matière des droits de l'homme est applicable en temps de conflits armés. Les deux cadres légaux en question permettent la protection des femmes et des petites filles en vertu du principe de non-discrimination.

La réglementation internationale concernant les réfugiés offre une protection aux femmes et aux petites filles avant, pendant et après les conflits. Le droit pénal international se préoccupe de plus en plus des crimes dont les femmes et les petites filles sont victimes au cours de conflits armés et, en particulier, des crimes impliquant des sévices sexuels.

Voir:

Documents du Sénat:

3-902 - 2004/2005:

- N° 1: Proposition de résolution de Mme de Bethune et consorts.
- N° 2: Amendements.
- N° 3: Rapport.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2004-2005

1 FEBRUARI 2005

Voorstel van resolutie over vrouwen, vrede en veiligheid

**TEKST AANGENOMEN
DOOR DE COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE AANGELEGENHEDEN**

De Senaat,

A. Overwegende dat het internationaal recht een algemeen kader biedt voor de bescherming van personen die getroffen zijn door gewapende conflicten. Internationaal humanitair recht, in het bijzonder de vier conventies van Genève, is van essentieel belang voor de bescherming van vrouwen en meisjes tijdens gewapende conflicten. Tevens is de wetgeving van de internationale mensenrechten toepasbaar in tijden van gewapende conflicten. Beide wettelijke kaders bieden bescherming voor vrouwen en meisjes op basis van het non-discriminatiebeginsel.

De internationale wetgeving inzake vluchtelingen verleent bescherming aan vrouwen en meisjes vóór, tijdens en na het conflict. Internationaal strafrecht besteedt meer en meer aandacht aan misdaden tegen vrouwen en meisjes tijdens gewapende conflicten, in het bijzonder misdaden van seksueel geweld.

Zie:

Stukken van de Senaat:

3-902 - 2004/2005:

- Nr. 1: Voorstel van resolutie van mevrouw de Bethune c.s.
- Nr. 2: Amendementen.
- Nr. 3: Verslag.

Droit humanitaire international

B. Vu les quatre conventions internationales de Genève destinées à protéger les victimes de la guerre et les deux protocoles joints de 1977, qui font spécifiquement référence à l'interdiction des violences sexuelles.

Droits de l'homme

C.1. Vu la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948, qui offre une protection spécifique aux femmes et aux petites filles en vertu du principe de non-discrimination.

C.2. Vu la Convention des Nations unies du 18 décembre 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (convention CEDAW), qui est souvent qualifiée de loi fondamentale internationale pour ce qui est des droits de la femme, et le protocole facultatif joint à cette convention, selon lequel les femmes qui s'estiment victimes de discriminations peuvent déposer plainte auprès d'un comité indépendant. La convention définit de manière précise la notion de discrimination à l'égard des femmes et elle établit un calendrier d'actions nationales en vue de mettre fin au fléau qu'elle désigne. La convention CEDAW ne se contente pas d'obliger les États parties à éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; elle va plus loin, en prévoyant qu'il y a lieu d'élaborer à tous les niveaux et, en particulier, aux niveaux politique, social, économique et culturel, une politique et une législation assurant l'épanouissement et le développement complets des femmes, de manière à garantir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales qui sont les leurs.

C.3. Vu la Convention des Nations unies de 1989 relative aux droits de l'enfant et les deux protocoles facultatifs qui lui sont joints, le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la participation des enfants aux conflits armés (2000) et le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (non encore ratifié par la Belgique).

Droit pénal international

D.1. Eu égard aux statuts du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, du Tribunal pénal international pour le Rwanda et du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, qui qualifient les violences sexospécifiques comme le viol, la prostitution forcée, la traite des femmes, ainsi que les tortures et les autres traitements violents, inhumains et dégradants, et l'esclavage, de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de crimes se rattachant au génocide.

Internationaal humanitair recht

B. Gelet op de vier conventies van Genève voor de bescherming van slachtoffers van oorlog en de twee toegevoegde protocollen van 1977, die specifiek verwijzen naar het verbod op seksuele gewelddaden.

Mensenrechten

C.1. Gelet op de Universele verklaring van de rechten van de mens van 10 december 1948, die vrouwen en meisjes specifieke bescherming biedt op basis van het non-discriminatiebeginsel.

C.2. Gelet op het VN-verdrag van 18 december 1979 inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen (CEDAW-conventie), vaak omschreven als de internationale grondwet voor de rechten van de vrouw, en zijn facultatief protocol bij het verdrag, dat bepaalt dat vrouwen die zich gediscrimineerd voelen een klacht kunnen indienen bij een onafhankelijk comité. Het verdrag geeft een precieze definitie van het begrip discriminatie van vrouwen en bepaalt een agenda voor nationale actie om die discriminatie te beëindigen. De CEDAW-conventie verplicht de lidstaten niet alleen alle vormen van discriminatie van vrouwen uit te bannen; het gaat verder: op alle gebieden, in het bijzonder op politiek, sociaal, economisch en cultureel vlak moet beleid en wetgeving totstandkomen om de volledige ontplooiing en ontwikkeling van vrouwen te verzekeren, opdat hun mensenrechten en fundamentele vrijheden worden gewaarborgd.

C.3. Gelet op het VN-kinderrechtenverdrag van 1989 en zijn twee facultatieve protocollen, het Facultatief Protocol bij het verdrag inzake de rechten van het kind inzake de betrokkenheid van kinderen bij gewapende conflicten (2000) en het Facultatief Protocol inzake de verkoop van kinderen, kinderprostitutie en kinderpornografie bij het verdrag inzake de rechten van het kind (nog niet geratificeerd door België)

Internationaal strafrecht

D.1. Gelet op de statuten van de Internationale Gerechtshoven van Joegoslavië en Rwanda en het Speciaal Gerechtshof van Sierra Leone die geweld op basis van gender, zoals verkrachting, gedwongen prostitutie, vrouwenhandel, alsook foltering en andere gewelddadige, onmenselijke en vernederende behandelingen, en slavernij, definiëren als oorlogsmisdaden, misdaden tegen de menselijkheid en als deel uitmakend van de misdaad genocide.

D.2. Eu égard au statut de Rome de la Cour pénale internationale, entré en vigueur le 1^{er} juillet 2002, qui prévoit que les auteurs de violences sexuelles infligées aux femmes et, en particulier, de viols et de viols systématiques dans le cadre de conflits armés, peuvent faire l'objet de poursuites. Il y a lieu, à cet égard, de prendre spécialement en compte la position de la femme dans le cadre de l'élaboration d'une politique transfrontalière en faveur des réfugiés, et de faire circuler de l'information sur la signification des droits de la femme.

D.3. Vu la Convention des Nations unies du 12 décembre 2000 contre la criminalité transnationale organisée et ses protocoles additionnels.

Résolutions, programmes d'action et programmes politiques

E.1. Vu la déclaration et le programme d'action de la Quatrième conférence mondiale sur les femmes, qui s'est tenue à Pékin en septembre 1995, et qui a mis le thème «Les femmes et les conflits armés», un des chapitres du programme d'action mondial «Programme d'action de Pékin», à l'ordre du jour international; vu aussi le document final de Pékin + 5 adopté à New York en juin 2000 et, notamment, le paragraphe 13 relatif aux obstacles à une participation égale des femmes aux mesures visant au renforcement de la paix, et le paragraphe 124 relatif à un équilibre entre les sexes dans le maintien de la paix et les négociations de paix; et vu l'évaluation Pékin + 10 qui est en préparation.

E.2. Vu la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations unies qui fournit un cadre général pour l'intégration d'aspects sexospécifiques dans la politique de paix et de sécurité au niveau international. C'est la première fois qu'une résolution prévoit des mesures concrètes à ce niveau, parmi lesquelles une étude globale des effets des conflits armés sur les femmes et les petites filles, du rôle des femmes dans la prévention des conflits, dans les processus de paix et dans la maîtrise des conflits.

E.3. Vu la résolution 2000/2025 (INI) du Parlement européen sur la participation des femmes au règlement pacifique des conflits.

E.4. Vu la résolution MEG-5 (2003)⁴ et le programme d'action que le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a adopté au cours d'une conférence ministérielle qui s'est tenue en Macédoine sur «Les rôles des femmes et des hommes dans la prévention des conflits, la consolidation de la paix et les processus démocratiques après les conflits — une perspective de genre».

Le Comité des ministres a prôné, pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix de l'après-guerre, une nouvelle approche qui tienne compte des besoins et des talents spécifiques des femmes.

D.2. Gelet op het Statuut van Rome van het Internationaal Strafhof, in werking getreden op 1 juli 2002, dat melding maakt van mogelijke vervolging van seksueel geweld gericht tegen vrouwen, in het bijzonder verkrachting en systematische verkrachting in gewapende conflicten. Speciale aandacht hierbij verdient de positie van vrouwen bij grensoverschrijdend vluchtelingenbeleid en het verschaffen van informatie over de betekenis van vrouwenrechten.

D.3. Gelet op het VN-verdrag tegen transnationale georganiseerde misdaad van 12 december 2000 en zijn aanvullende protocollen.

Resoluties, actie- en beleidsplannen

E.1. Gelet op de verklaring en het actieplatform van de vierde VN-wereldvrouwenconferentie in Beijing in september 1995, die het onderwerp «Vrouwen en gewapend conflict» als onderdeel van het wereldwijde actieprogramma «Beijing Platform voor Actie» op de internationale agenda geplaatst heeft, en het slotdocument van Beijing + 5 te New York in juni 2000, met name paragraaf 13 over hindernissen voor de gelijkwaardige deelname van vrouwen aan maatregelen ter versterking van de vrede, en paragraaf 124 over een evenwicht tussen de geslachten bij vredeshandhaving en vredesonderhandelingen; en gelet op de evaluatie Beijing + 10 die in voorbereiding is.

E.2. Gelet op resolutie 1325 (2000) van de VN-Veiligheidsraad die een algemeen kader biedt voor de integratie van genderaspecten in het beleid inzake internationale vrede en veiligheid. In die resolutie worden voor het eerst op dat niveau concrete maatregelen voorgesteld waaronder een globale studie over de impact van gewapende conflicten op vrouwen en meisjes, de rol van vrouwen in conflictpreventie in het vredesproces en de conflictbeheersing.

E.3. Gelet op resolutie 2000/2025 (INI) van het Europees Parlement over de rol van vrouwen in de vreedzame conflictregeling.

E.4. Gelet op resolutie MEG-5 (2003)⁴ en het actieprogramma dat het Comité van Ministers van de Raad van Europa aannam op een ministeriële conferentie in Macedonië over het genderperspectief en de rol van vrouwen en mannen in conflictpreventie, conflictoplossing en naoorlogse wederopbouw.

Hierbij bepleitte het Comité van ministers een nieuwe benadering van conflictpreventie en naoorlogse vredesopbouw, die rekening houdt met de specifieke noden en talenten van vrouwen.

E.5. Vu la Déclaration du millénaire des Nations unies, dans laquelle tous les États membres des Nations unies ont souscrit aux huit objectifs du Millénaire pour le développement en vue de lutter contre la pauvreté et la faim, d'améliorer les choses en ce qui concerne l'enseignement, les soins de santé, le statut de la femme et l'environnement.

Le troisième objectif, qui est de promouvoir l'égalité des sexes et de renforcer la position des femmes, mérite une attention particulière.

E.6. Vu les recommandations qui figurent dans l'étude «Les femmes, la paix et la sécurité» du secrétaire général des Nations unies, 2002, S/2002/1154.

E.7. Eu égard aux premiers programmes politiques qui ont été élaborés en la matière. Les Pays-Bas ont, par exemple, institué, l'année passée, une task force intitulée «Femmes, Sécurité et Conflits», par une décision du 12 novembre 2003 du ministre des Affaires sociales et de l'Emploi et avec l'accord du ministre de l'Intérieur et des Affaires du Royaume, du ministre des Affaires étrangères et du ministre de la Défense, dans le but de renforcer aux niveaux national et international, le rôle des femmes en matière de prévention et de règlement des conflits, et, au niveau international, dans le cadre du travail de reconstruction après les conflits.

E.8. Eu égard aux multiples recherches et études scientifiques sur le rôle des femmes dans le cadre de la prévention et du règlement des conflits et dans le cadre du travail de reconstruction après les conflits. On peut faire référence, à cet égard, à la remarquable étude de l'Institut néerlandais de relations internationales Clingendael, intitulée «Women's Roles in Conflict Prevention, Conflict Resolution and Post-Conflict Reconstruction» (2002).

E.9. Étant donné qu'au sein de la société existe, grâce à l'action des mouvements féministes et des mouvements pour la paix, l'assise nécessaire au développement d'une politique telle que celle qui est envisagée et la dynamique requise à cet effet.

E.10. Compte tenu du plan politique et du plan d'action issus du sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Istanbul en août 2004 concernant la problématique de la traite des êtres humains, dans lesquels la formation et la sensibilisation du personnel tant militaire que civil sont considérés comme des éléments clés pour la réussite de leur mise en œuvre.

Réfugiés/asile

F.1. Vu les nombreuses directives du Haut-commissariat pour les réfugiés. Conformément aux directives élaborées sur la base de la Convention relative au statut des réfugiés (1951), les femmes et les petites filles qui ont fait l'objet de persécution en raison de leur sexe, et de sévices sexuels, sont reconnues en tant que réfugiées.

E.5. Gelet op de VN-millenniumverklaring waarin alle lidstaten van de VN de acht «Millennium Development Goals» onderschrijven om armoede en honger te bestrijden, en om onderwijs, gezondheidszorg, de status van vrouwen en het milieu te verbeteren.

Bijzondere aandacht verdient hierbij doelstelling drie die het stimuleren van gendergelijkheid en de versterking van de positie van de vrouw vooropstelt.

E.6. Gelet op de aanbevelingen uit de studie «Women, Peace and Security» van de VN-secretaris-generaal, 2002, S/2002/1154.

E.7. Gelet op de eerste beleidsplannen die hierrond worden uitgewerkt. Zo heeft Nederland vorig jaar bij besluit van de minister van Sociale Zaken en Werkgelegenheid van 12 november 2003, een task force «Vrouwen, Veiligheid en Conflict» opgericht, en dit in overeenstemming met de minister van Binnenlandse Zaken en Koninkrijksrelaties, de minister van Buitenlandse Zaken en de minister van Defensie, met als doel op nationaal en internationaal niveau de rol van vrouwen te vergroten in conflictpreventie en conflictoplossing en internationaal op het terrein van naoorlogse wederopbouw.

E.8. Gelet op het veelvuldig wetenschappelijk onderzoek en studies naar de rol van vrouwen in conflictpreventie, -oplossing en naoorlogse wederopbouw. Noemenswaardig in dit verband is de studie van het Nederlandse Instituut van Internationale Betrekkingen Clingendael, «Women's Roles in Conflict Prevention, Conflict Resolution and Post-Conflict Reconstruction» (2002).

E.9. Gelet op het feit dat er vanuit de samenleving, onder impuls van de vrouwenbeweging en de vredesbeweging, een draagvlak en een dynamiek is ontstaan waarop dit beleid kan worden uitgebouwd.

E.10. Gelet op het beleids- en actieplan dat voortvloeide uit de NAVO-top in Istanboel van augustus 2004, over de problematiek van mensenhandel, waar training en sensibilisering van militair en burgerpersoneel als sleutelementen worden beschouwd voor een succesvolle implementatie van deze plannen.

Vluchtelingen/asiel

F.1. Gelet op de diverse richtlijnen van het Hoog Commissariaat voor de Vluchtelingen. Volgens die richtlijnen, gestoeld op de Conventie inzake het vluchtelingenstatuut (1951), worden vrouwen en meisjes erkend als vluchteling op de basis van gendergemotiveerde vervolging, inclusief seksueel geweld.

F.2. Eu égard à la transposition en droit belge de la réglementation internationale relative aux réfugiés: l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides ainsi que son fonctionnement et l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant certains éléments de la procédure à suivre par le service de l'Office des étrangers chargé de l'examen des demandes d'asile sur la base de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

La politique d'asile ne peut être envisagée sans un aspect spécifique quant à la situation particulière des femmes. Des recommandations en ce sens ont déjà été adoptées dans une résolution votée par la Chambre (doc. Chambre n° 50-954, avis sur les femmes et les politiques d'asile). L'accent doit être mis sur les conditions d'accueil d'audition, le respect de la pudeur ainsi que la mise en compte des violences liées spécifiquement à l'appartenance sexuelle de la personne. Ces différents domaines devront faire l'objet d'une évaluation régulière par l'Office des étrangers.

Recommande :

1. Au gouvernement fédéral :

1.1. de s'ériger, tant au niveau national qu'au niveau international, en pionnier de la mise en œuvre de la résolution 1325, en vue de renforcer le rôle des femmes dans la prévention et le règlement des conflits et dans le travail de reconstruction après les conflits;

1.2. de veiller à ce qu'il soit tenu compte des besoins spécifiques des femmes et de leur cellule familiale, non seulement en tant que victimes de guerre, mais aussi en tant que personnes associées aux programmes de reconstruction, et à être continuellement attentif, à cet égard, au problème des violences sexuelles contre les femmes et les petites filles et à celui du sida/VIH;

1.3. de dresser un état de la situation concernant la manière dont la politique belge exécute et peut exécuter la résolution 1325, de vérifier à quelles lacunes et à quels obstacles on se heurte dans la mise en œuvre de celle-ci et comment on peut remédier à cette situation, du point de vue, et de la politique, et des ressources humaines;

1.4. d'établir un programme national global concernant la manière dont la Belgique donnera suite à l'exécution de la résolution 1325 et de l'inscrire dans le cadre de la politique horizontale de l'égalité des chances adoptée par les pouvoirs fédéraux.

F.2. Gelet op de implementatie van die internationale regelgeving in de Belgische wetgeving inzake vluchtelingen: het koninklijk besluit van 11 juli 2003 tot regeling van de werking van en de rechtspleging voor het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen en het koninklijk besluit van 11 juli 2003 houdende vaststelling van bepaalde elementen van de procedure die dienen gevolgd te worden door het bestuur van de Dienst Vreemdelingenzaken dat belast is met het onderzoek van de asielaanvragen op basis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Het asielbeleid kan niet gezien worden zonder specifieke aandacht voor de bijzondere toestand van de vrouwen. Aanbevelingen in die zin werden reeds aangenomen in een resolutie van de Kamer (stuk Kamer nr. 50-954, advies over vrouwen en asielbeleid). De nadruk moet liggen op de omstandigheden van de opvang voor het verhoor, het respect voor de eerbaarheid en het rekening houden met geweld dat specifiek verbonden is aan het geslacht van de persoon. Die aspecten moeten regelmatig door de Dienst Vreemdelingenzaken getoetst worden.

Richt de volgende aanbevelingen :

1. Tot de federale regering :

1.1. Zowel nationaal als internationaal een voortrekkersrol bij de uitvoering van resolutie 1325 op te nemen om de rol van vrouwen te vergroten in conflictpreventie, -beheersing en wederopbouw;

1.2. Erover te waken dat er rekening wordt gehouden met de specifieke noden van vrouwen en hun gezinnen, niet alleen als slachtoffers van oorlog, maar ook als betrokkenen in wederopbouwprogramma's. En hierbij blijvend aandacht te hebben voor de problematiek van seksueel geweld tegen vrouwen en meisjes en van HIV/aids;

1.3. Een algemene stand van zaken op te maken over de manier waarop het Belgisch beleid uitvoering geeft en kan geven aan resolutie 1325 na te gaan welke de lacunes en obstakels zijn voor de uitvoering ervan en hoe dit kan worden verholpen, zowel met betrekking tot beleid als de «human resources»;

1.4. een globaal nationaal plan op te stellen over de manier waarop België gevolg zal geven aan de uitvoering van resolutie 1325, en dit te kaderen in het horizontaal gelijkheidskansenbeleid van de federale overheid.

Il convient, à cet égard, de veiller toujours à poursuivre les objectifs suivants :

— développer l'expertise du personnel et des cadres dirigeants au sein des départements et sur le terrain;

— veiller à assurer une participation équilibrée des femmes aux négociations de paix, à la politique étrangère, au sein des représentations diplomatiques et des autres organes décisionnels;

— être attentif au rôle des femmes dans les situations conflictuelles, à leurs besoins spécifiques et au contexte culturel et historique propre aux régions dans lesquelles sont envoyées des missions;

— prendre des mesures en vue de renforcer, dans les zones de conflit, le rôle des femmes et des organisations de femmes au niveau local;

— contrôler et évaluer régulièrement la politique menée;

— prévoir les crédits nécessaires au contrôle et à l'évolution de la politique menée;

1.5. d'organiser des concertations sur tous les points en question et de faire rapport au Parlement à propos de celles-ci;

1.6. d'inscrire cette politique dans le cadre d'une politique cohérente de paix et de prévention des conflits. Il est nécessaire non seulement de disposer d'une note de politique et d'un budget cohérents, mais aussi de créer une Cellule fédérale de prévention des conflits qui puisse aider les pouvoirs publics à développer et à contrôler une politique de paix bien structurée et cohérente, tenant compte notamment de thèmes liés à la dimension de genre. Ces intentions doivent se traduire par une politique budgétaire qui privilégie les initiatives de paix et de prévention des conflits menées par des femmes.

2. Au ministre des Affaires étrangères :

2.1. de demander instamment à l'UE, à l'OTAN et au Conseil de sécurité des Nations unies, d'établir un programme d'action spécifique en vue de l'exécution de la résolution 1325 et d'appuyer la demande que le Conseil de sécurité des Nations unies a adressée au Secrétaire général, visant à ce qu'un plan d'action soit déposé en octobre 2005 en vue de l'application de la résolution 1325 dans le cadre du système des Nations unies;

2.2. d'inscrire cette question à l'ordre du jour du Conseil des ministres compétent de l'UE, dans le cadre de la politique étrangère de l'Union, et d'en discuter avec le Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune;

2.3. de prendre des initiatives en vue de renforcer le cadre légal international. À cet égard, l'idée d'introduire, au niveau européen, un instrument juri-

Hierbij steeds volgende doelstellingen na te streven :

— vergroting van expertise van het personeel en leidinggevenden binnen de departementen en op het veld;

— waken over een evenwichtige deelname van vrouwen aan vredesonderhandelingen, buitenlands beleid, diplomatieke vertegenwoordiging en andere besluitvormingsorganen;

— aandacht te besteden aan de rol van vrouwen in conflictsituaties, hun specifieke noden en aan de culturele en historische achtergrond van de gebieden waar missies heengezonden worden;

— maatregelen te nemen die de rol van lokale vrouwen en vrouwenorganisaties vergroten in conflictgebieden;

— dit beleid regelmatig te monitoren en te evalueren;

— hiervoor de nodige kredieten vast te leggen;

1.5. hierover te overleggen en verslag uit te brengen aan het parlement;

1.6. dit beleid te kaderen binnen een coherent vredes- en conflictpreventiebeleid. Er is niet alleen nood aan een coherente beleidsnota en kredieten, maar ook aan de oprichting van een Federale Cel conflictpreventie dat de overheid kan bijstaan bij het ontwikkelen en het monitoren van een stevig onderbouwd en coherent vredesbeleid, inclusief gendergerelateerde thema's. Die intenties moeten vaste vorm krijgen in een begrotingsbeleid waarbij voorrang wordt gegeven aan initiatieven voor de vrede en de conflictpreventie die door vrouwen worden geleid.

2. Tot de minister van Buitenlandse zaken :

2.1. er binnen de EU, de NAVO en de VN-veiligheidsraad op aan te dringen dat een specifiek actieplan wordt opgemaakt voor de uitvoering van resolutie 1325 en tevens het verzoek te steunen van de VN-Veiligheidsraad aan de Secretaris-Generaal om in oktober 2005 een actieplan neer te leggen ter implementatie van resolutie 1325 binnen het VN-systeem;

2.2. deze eis bijgevolg te agenderen op de bevoegde EU-ministerraad in het kader van het Europese buitenlands beleid, en dit aan te kaarten bij Javier Solana, hoge vertegenwoordiger voor het Gemeenschappelijk Buitenlands en Veiligheidsbeleid;

2.3. initiatieven te nemen om het internationale wettelijke kader te versterken. Zo bijvoorbeeld verdient de idee om op Europees niveau een juridisch

diquement contraignant de défense des droits de l'homme en vue de combattre les violences contre les femmes, mérite pleinement l'appui de notre pays. Il y a lieu également de prendre en compte davantage la dimension de genre dans la Convention de Genève, notamment en révisant l'article 147 de la quatrième convention de Genève, de manière que le viol, la grossesse forcée, l'esclavage sexuel, la stérilisation forcée et toute autre forme de violence sexuelle soient qualifiés d'infraction grave aux conventions de Genève;

2.4. de prendre des initiatives et d'appuyer les demandes du Conseil de sécurité des Nations unies visant à fournir au personnel des cours pénales et des tribunaux nationaux et internationaux spécialement créés pour poursuivre les crimes de guerre, des compétences et une formation en matière de sexospécificités d'élaborer des programmes soucieux de l'égalité entre les sexes pour la protection des victimes et des témoins;

2.5. de demander instamment, dans le cadre de nos relations bilatérales, aux pays partenaires, de respecter le droit international et les engagements qui en découlent, et de veiller à ce que l'on inscrive le principe de l'égalité des sexes et de la non-discrimination dans leur constitution;

2.6. de veiller à ce que la dimension de genre soit intégrée systématiquement dans tous les programmes de soutien à la reconstruction et à la démobilisation que lance notre pays et de définir des critères en vue de garantir l'inscription du principe de l'égalité des sexes, dans le respect des différences entre les femmes et les hommes à tous les niveaux d'intervention, dans tous les programmes en question;

2.7. de prendre à bref délai les initiatives nécessaires afin que la résolution concernant la création d'une Cellule de prévention des conflits, telle qu'elle a été adoptée par la Chambre des représentants en séance plénière du 4 avril 2003, soit effectivement mise en œuvre;

2.8. d'évaluer le budget affecté à la prévention des conflits que gère le ministre des Affaires étrangères en tenant compte de la dimension de genre et de réserver une partie de l'enveloppe budgétaire en question à des projets intégrant la dimension de genre;

2.9. de veiller, en collaboration avec d'autres services publics fédéraux, à présenter davantage de bonnes candidates belges à l'inscription sur la liste des experts sur la paix et la sécurité des Nations unies;

2.10. d'investir, au sein du SPF, dans le développement et la diffusion des connaissances et de l'expertise concernant la dimension de genre dans le cadre des conflits au sein des sections qui s'occupent de la thématique en question. On pourrait en particulier nommer une ambassadrice chargée de promouvoir la dimension de genre;

bindend mensenrechteninstrument in te voeren inzake geweld tegen vrouwen alle steun vanuit ons land. Ook de Conventie van Genève dient gendergevoeliger gemaakt te worden, onder andere door de herziening van artikel 147 van de Vierde conventie van Genève teneinde verkrachting, gedwongen zwangerschap, seksuele slavernij, gedwongen sterilisatie en elke andere vorm van seksueel geweld als een grove inbreuk op de conventies van Genève te kwalificeren;

2.4. initiatieven te nemen en de eisen van de VN-Veiligheidsraad te steunen om internationale en nationale rechtbanken en strafhoven die specifiek zijn opgericht om oorlogsmisdaden te bestraffen te voorzien van genderexpertise, van gendertraining voor het personeel, programma's uit te werken die gendergelijkheid nastreven en bedoeld zijn voor slachtoffers en van getuigenbescherming;

2.5. In het kader van de bilaterale betrekkingen erop aan te dringen dat de partnerlanden het internationaal recht respecteren evenals de engagementen die eruit voortvloeien en te ijveren voor de opname van het principe van gendergelijkheid en niet-discriminatie in de grondwet;

2.6. erover te waken dat gender meer dan voordien systematisch wordt geïntegreerd in alle door ons land ondersteunende programma's van reconstructie en demobilisatie en criteria uit te werken die ervoor zorgen dat alle programma's gelijkheid tussen mannen en vrouwen vooropstellen, rekening houdend met verschillen tussen mannen en vrouwen en dit voor alle interventiefases;

2.7. op korte termijn de nodige initiatieven te nemen zodat de resolutie betreffende de oprichting van een Cel conflictpreventie, zoals aangenomen in de plenaire zitting van de Kamer van volksvertegenwoordigers op 4 april 2003, ook effectief ten uitvoer wordt gebracht;

2.8. de gendertoets uit te voeren op de begroting « conflictpreventie » die door de minister van Buitenlandse Zaken wordt beheerd, en een deel van deze enveloppe voor te behouden voor genderprojecten;

2.9. in samenwerking met andere federale overheidsdiensten ernaar te streven dat er meer goede Belgische vrouwelijke kandidaten worden aangemeld voor de VN-lijst van experts op het gebied van vrede en veiligheid;

2.10. binnen de FOD te investeren in de opbouw en verspreiding van kennis en expertise op het gebied van gender en conflict bij afdelingen die zich met die thematiek bezighouden. In het bijzonder kan een « genderambassadrice » worden benoemd;

2.11. de rechercher une organisation des services diplomatiques qui vise à soutenir la femme et à préserver la vie de famille.

3. Au ministre de la Défense :

3.1. de s'assurer que toutes les missions de paix que la Belgique envoie dans les zones de conflits et qu'elle engage dans les négociations de paix disposent d'une expertise concernant la dimension de genre à tous les niveaux et, en particulier, au niveau décisionnel;

3.2. de prévoir une formation et un entraînement axés sur la dimension de genre. On peut, à cet égard, s'intéresser notamment à des compétences spécifiques dont les femmes qui font partie de missions de paix devraient disposer eu égard à des circonstances locales uniques. Il y a lieu par ailleurs de tenir compte aussi de problèmes spécifiques, comme le problème de la traite des femmes, le problème de la prostitution, celui de la maltraitance et celui des viols de femmes et de petites filles, ainsi que des besoins spécifiques en matière de santé sexuelle et reproductive, y compris le HIV/sida;

3.3. de tenir compte plus explicitement de la dimension de genre dans divers documents, comme le manuel des opérations de paix, les conseils opérationnels et les évaluations. L'expérience acquise (« lessons learned ») doit trouver son expression au niveau de la formation et de l'entraînement des militaires;

3.4. de rechercher une organisation de l'armée qui vise à soutenir la femme et à préserver la vie de famille;

3.5. de faire un rapport explicite à ce sujet et d'organiser des concertations avec les commissions parlementaires compétentes en la matière.

4. Au ministre de la Coopération au développement :

4.1. de tenir compte de la dimension de genre en particulier dans le cadre des programmes d'aide destinés aux pays et aux régions qui sortent de la guerre;

4.2. d'inscrire dans les programmes d'aide des critères garantissant que le principe de l'égalité des hommes et des femmes soit posé dans le cadre de tous les programmes;

4.3. de se préoccuper en particulier, à cet égard, de l'accompagnement physique et psychologique des femmes qui sont victimes de violences sexuelles et de maladies sexuellement transmissibles et/ou qui fuient les violences générées par la guerre;

4.4. de prendre des mesures qui renforcent l'apport des femmes au niveau local et des organisations de femmes locales, de prévoir des programmes et des lignes de crédit auxquelles elles peuvent souscrire et de fixer un équilibre dans les subventions des projets en tenant compte des intervenants locaux

2.11. te streven naar een vrouw- en gezinsvriendelijke organisatie van de diplomatieke loopbaan.

3. Tot de minister van Landsverdediging :

3.1. te verzekeren dat genderexpertise op alle niveaus, in het bijzonder op besluitvormingsniveau, aanwezig is in alle Belgische vredesmissies naar conflictgebieden en naar vredesonderhandelingen;

3.2. in gendergerichte opleiding en training te voorzien. Hierbij kan aandacht worden besteed aan onder andere specifieke competenties van vrouwen die deel uitmaken van een vredesmacht in relatie tot de unieke omstandigheden ter plaatse. Daarnaast moet men ook oog hebben voor specifieke problemen, zoals vrouwenhandel, prostitutie, mishandeling en verkrachting van vrouwen en meisjes, alsook voor specifieke noden op vlak van seksuele en reproductieve gezondheid, met inbegrip van HIV/aids.

3.3. het onderwerp gender moet explicieter worden beschouwd in de verschillende documenten, zoals het handboek van vredesoperaties, de operationele aanwijzingen en evaluaties. En de opgedane ervaring « lessons learned » moeten hun weerslag vinden in de opleiding en training van militairen;

3.4. te streven naar een vrouw- en gezinsvriendelijker organisatie van de krijgsmachten;

3.5. hierover expliciet verslag uit te brengen en overleg te plegen met de ter zake bevoegde parlementaire commissies.

4. Tot de minister van Ontwikkelingssamenwerking :

4.1. aandacht te hebben voor de genderdimensie in het bijzonder in de hulpprogramma's voor landen en regio's die uit oorlogssituaties komen;

4.2. in de hulpprogramma's criteria uit te werken die ervoor zorgen dat alle programma's gelijkheid tussen mannen en vrouwen vooropstellen;

4.3. hierbij gerichte aandacht te hebben voor de fysieke en psychologische begeleiding van vrouwen die het slachtoffer zijn van seksueel geweld en seksueel overdraagbare ziekten en/of die op de vlucht zijn voor het oorlogsgeweld;

4.4. maatregelen te nemen die de inbreng van lokale vrouwen en vrouwenorganisaties versterken, programma- en kredietlijnen te voorzien waarop zij kunnen intekenen en te streven naar een evenwicht in de subsidiëring van projecten door rekening te houden met de concrete lokale actoren en dan vooral

concrets et des ONG des femmes en particulier. Les résultats doivent en être évalués et les aspects violence, crime de guerre et soutien aux victimes doivent en faire partie.

5. Au ministre de l'Intérieur :

5.1. de tenir compte de la dimension de genre lors de l'envoi en mission de fonctionnaires de police belges dans le cadre de la collaboration policière internationale;

5.2. de tenir compte de la dimension de genre dans le cadre de la formation que la Belgique offre à des officiers de police issus de pays du tiers monde ou de pays en état de conflit;

5.3. de plaider, dans les enceintes internationales, en faveur d'un élargissement des conventions relatives aux problèmes des réfugiés et de la reconnaissance explicite de la persécution liée au sexe comme motif d'asile;

5.4. de veiller à inscrire la dimension de genre dans la politique belge relative aux réfugiés et à l'asile et de prendre en considération.

5.5. de prendre en considération, dans les premiers entretiens avec les demandeuses d'asile les faits de viol comme arme de guerre, des violences spécifiques en cas de guerre ou de conflits armés et d'accepter d'individualiser les demandes même si des couples expriment leur demande d'asile;

5.6. d'assurer le suivi spécifique et psychologique si nécessaire des demandeuses d'asiles, adultes ou adolescentes et de ne pas interrompre ce suivi en cas de refus de ces personnes comme réfugiés;

5.7. d'accorder une attention particulière à l'accueil dans les hôpitaux, dans les services sociaux des demandeuses déboutées ou en cours de procédure si elles ont été victimes de violence et de développer des structures d'accueil adéquate et nécessaire, en particulier pour la prise en charge des soins physiques et psychologiques et de la contraception.

met de NGO's van vrouwen. De resultaten moeten worden beoordeeld en de aspecten geweld, oorlogsmisdaden en slachtofferhulp moeten er deel van uitmaken.

5. Tot de minister van Binnenlandse Zaken :

5.1. aandacht voor gender op te brengen bij het uitrusten van Belgische politiefunctiearissen in het kader van de internationale politionele samenwerking;

5.2. hetzelfde in te passen in het kader van vorming die door België aangeboden wordt aan politieofficieren uit derdewereldlanden of conflictlanden;

5.3. op internationale fora te pleiten voor een verruiming van de vluchtelingenconventies en expliciete erkenning van gendergerelateerde vervolging als grond van asiel;

5.4. te waken over de implementatie van een genderperspectief in het Belgische vluchtelingen- en asielbeleid.

5.5. rekening te houden tijdens de eerste gesprekken met de asielzoeksters, met verkrachting als oorlogswapen, met specifieke geweldpleging bij oorlog of gewapende conflicten en bereid te zijn de aanvragen individueel te behandelen, zelfs wanneer paren hun asielaanvraag indienen;

5.6. specifieke en indien nodig psychologische follow-up te verzekeren zowel voor de volwassen asielzoeksters als voor de adolescenten en deze follow-up niet te onderbreken indien die personen als vluchteling worden geweigerd;

5.7. bijzondere aandacht te besteden aan de opvang in ziekenhuizen, in sociale diensten van uitgeprocedeerde asielzoeksters of asielzoeksters van wie de procedure nog aan de gang is wanneer zij het slachtoffer geweest zijn van gewelddaden en aangepaste opvangstructuren uit te bouwen meer bepaald voor de fysieke en psychologische zorgvoorziening en de contraceptie.